



Résumé

RAPPORT ANNUEL 2009

Sur la base des données de 2008/2009

Ce rapport est un résumé du rapport annuel complet téléchargeable depuis le site Internet de l'EUWI. <http://www.euwi.net/>.

1 Généralités

Un tiers de la population mondiale souffre de maladies liées à l'eau, en raison notamment d'un manque d'accès à l'eau potable et d'un assainissement insuffisant ou inexistant. Si aucune action n'est mise en œuvre, la situation ne fera qu'empirer. L'amélioration de la situation demande une prise d'engagements et d'actions à tous les niveaux de la société, de l'échelle nationale à l'échelle locale. Il est également nécessaire de mener des politiques cohérentes et d'utiliser, de façon efficace et coordonnée, les fonds des donateurs consacrés aux programmes pour l'eau et l'assainissement. C'est le défi que fixe l'Initiative européenne pour l'eau (IEE ou EUWI).

Lancée en 2002 par les États membres de l'UE et de la Commission européenne lors du Sommet mondial pour le développement durable (SMDD) à Johannesburg, l'EUWI a pour but de favoriser une approche intégrée pour la gestion des ressources en eau en vue de réaliser les Objectifs du millénaire pour le développement (OMD) concernant l'eau potable et l'assainissement.

L'EUWI est **une initiative essentiellement politique**, en ce sens qu'elle utilise le dialogue politique en vue de renforcer la coordination dans le secteur et d'améliorer l'efficacité de l'aide au développement. Elle s'appuie sur une démarche partenariale entre les divers acteurs concernés, tels que les gouvernements, les bailleurs, les organisations de la société civile et l'industrie de l'eau, tant en Europe que dans les pays partenaires.

L'EUWI vise cinq objectifs précis :

- renforcer l'engagement politique pour l'action et le partenariat orienté vers l'innovation ;
- promouvoir une meilleure gouvernance de l'eau, le renforcement des capacités et la sensibilisation ;
- améliorer l'efficience et l'efficacité de la gestion de l'eau par le dialogue et la coordination entre les diverses parties concernées ;
- renforcer la coopération en favorisant les approches par bassins versants au niveau national et transfrontalier ;
- identifier les ressources et les mécanismes financiers additionnels afin d'assurer un financement durable.

L'EUWI fonctionne par le biais de différents groupes de travail, axés soit sur une composante régionale (l'Afrique, les pays d'Europe de l'Est, du Caucase et d'Asie centrale (EECCA), la Méditerranée et l'Amérique latine) soit sur des questions thématiques transversales (telles que la Recherche et le Financement). Le groupe de coordination (CG) et le Forum annuel plurilatéral assurent la cohérence de toutes les activités de l'EUWI. Le secrétariat de l'EUWI est dirigé par la Commission européenne.

Depuis 2002, les groupes de travail ont progressivement adapté leur travail en fonction de leur contexte et des opportunités particulières.

- Dans les pays de l'EECCA et de la Méditerranée, il a été principalement demandé de fournir les instruments nécessaires en vue d'aborder les questions prioritaires concernant la gouvernance de l'eau, d'échanger les connaissances et renforcer les capacités. Le processus de dialogue sur la définition des politiques nationales a été le principal instrument aboutissant à l'élaboration de meilleures politiques et stratégies de financement.

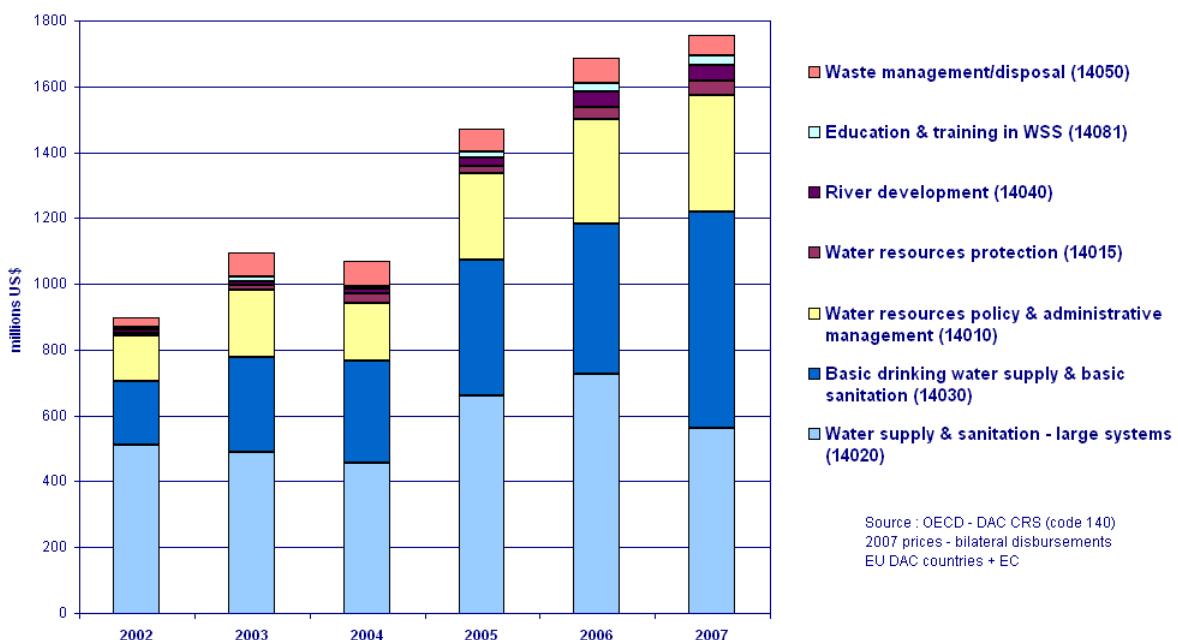
- En Afrique, les besoins varient selon les pays ; certains pays disposent de mécanismes solides pour le dialogue politique et l'harmonisation entre les donateurs concernés, tandis que dans d'autres pays la faiblesse des institutions rend le dialogue politique difficile. L'EUVI est essentiellement axée sur le renforcement du dialogue régional et la promotion d'un dialogue stratégique visant à améliorer l'efficacité de l'aide.
- En Amérique latine, l'EUVI collabore avec les organisations régionales en vue de soutenir les programmes de formation.

2 Aide européenne à l'eau et l'assainissement

Les résultats présentés ci-dessous se fondent sur la base de données du système d'informations sur le crédit du CAD de l'OCDE. Si ces données reflètent l'aide des États membres¹ au secteur de l'eau et de l'assainissement, elles n'incluent toutefois pas l'aide indirecte, non affectée à l'eau et aux problèmes sanitaires².

L'APD européenne au secteur de l'eau et de l'assainissement a doublé depuis 2002, la plus forte hausse étant l'aide fournie par la CE. Le montant moyen dépensé par tous les pays donateurs de l'UE s'élève à environ 1 300 millions de \$US par an. Cependant, l'aide bilatérale fournie par les bailleurs au secteur de l'eau est moins importante que l'aide fournie aux secteurs de la santé et de l'éducation.

- **L'APD européenne au secteur de l'eau a doublé depuis 2002 et est devenue plus favorable aux pays pauvres en privilégiant davantage les systèmes de base.**

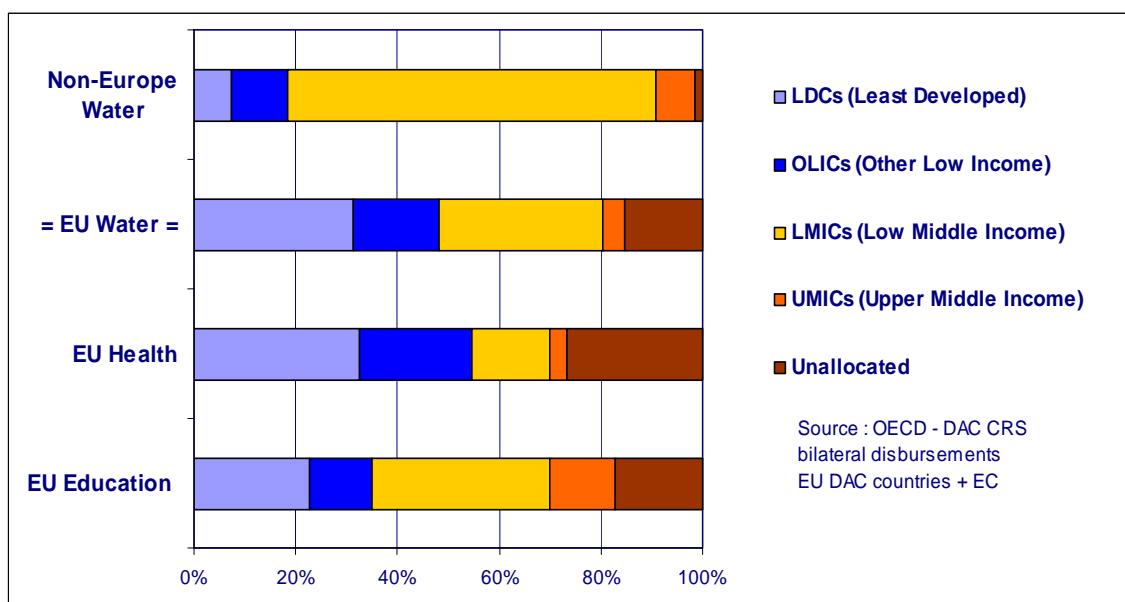


¹ Par États membres, on entend ici les États membres de l'UE et de la Commission européenne qui sont également membres du CAD : l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, le Danemark, l'Espagne, la Finlande, la Grèce, l'Irlande, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas, le Portugal, le Royaume-Uni et la Commission européenne.

² Dans cette section, le secteur de l'eau se réfère à l'aide publique au développement directement affectée à ce secteur, et portée au Code 140 (Approvisionnement en eau et Assainissement)

La part de l'aide attribuée aux grands projets de distribution et d'assainissement en eau a baissé de 57% en 2002 à 32% en 2007, tandis que la part destinée à la création de système de base est passée de 22% à 37 %. Ce qui pourrait être interprété comme un indice révélant une hausse des allocations aux populations pauvres, qui sont celles qui profiteront le plus de ces systèmes de base, en particulier dans les zones rurales et périurbaines. Comparée à d'autres actions, la part relativement décroissante attribuée à l'infrastructure pourrait également être liée à l'augmentation des activités basées sur les programmes ou l'augmentation de l'appui budgétaire sectorielle, qui inclue également le soutien des institutions et les actions visant à renforcer les capacités.

- **Les PMA ne reçoivent que 31% de la totalité de l'APD européenne au secteur de l'eau et de l'assainissement. Ce qui signifie qu'il y a une marge d'amélioration possible dans la sélection de l'aide aux pays en développement.**



Bien que la part de l'aide européenne aux pays les moins avancés (PMA) a légèrement augmenté de 2005 à 2007, celle-ci ne représentait que 31% de l'aide totale. Or, si l'on ajouter les autres pays à faible revenu, l'aide européenne aux pays pauvres a représenté 48% de la totalité de l'aide européenne dans le domaine de l'eau en 2007, contre 40% en 2005. Néanmoins, il convient également de signaler que les bailleurs européens sont beaucoup plus axés sur les pays pauvres que les bailleurs non-européens³. En effet, les donateurs non européens⁴ ont consacré moins de 20% de leur aide au secteur de l'eau dans les pays pauvres. Ce qui signifie qu'il est encore possible d'améliorer la sélection de l'aide aux pays en développement.

³ Les principaux donateurs non européens comprennent l'Australie, le Canada, le Japon, la Nouvelle Zélande, les États-Unis

⁴ Les principaux donateurs non européens comprennent l'Australie, le Canada, le Japon, la Nouvelle Zélande, les États-Unis

Il apparaît également que l'aide bilatérale au secteur de la santé est beaucoup plus axée sur les pays pauvres (33% aux PMA et 22% aux pays à faible revenu), tandis que la part de l'aide affectée au secteur de l'éducation est encore moins ciblée que l'aide dans le secteur de l'eau. Ces données sont toutefois difficiles à interpréter du fait que les deux secteurs reposent sur d'importantes contributions multilatérales.

3 Composantes régionales de l'EUWI

3.1 EUWI en Afrique

Organisation de la Composante

L'Autriche dirige la Composante Afrique en 2009, remplaçant le Royaume-Uni qui était le principal bailleur en 2008. Les travaux sont soutenus par la CE, la France, les Pays-Bas (membres de la troïka) ainsi que le Comité Technique du Conseil des Ministres Africains de l'Eau (AMCOW-TAC).

Contexte

Les Objectifs du millénaire pour le développement relatifs à l'eau et à l'assainissement sont loin d'être atteints en ce qui concerne la majeure partie de l'Afrique. Aux rythmes actuels de la progression, l'Afrique subsaharienne n'atteindra l'objectif ciblé pour l'eau qu'en 2035 et celui concernant l'assainissement qu'en 2109. En 2008, les dirigeants africains ont démontré un ferme engagement politique dans le secteur de l'eau en signant la déclaration de eThekwini à l'issue de l'AfricaSan, la seconde Conférence africaine sur l'assainissement et l'hygiène, organisée à Durban. Le Sommet de l'Union Africaine (UA) qui s'est déroulé en juin 2008 à Sharm El-Sheikh a été consacré au thème de l'eau et de l'assainissement. Les chefs d'État y ont pris des engagements importants en vue d'accélérer le rythme d'avancement de la réalisation des objectifs fixés par l'OMD dans le domaine de l'eau en Afrique.

L'Afrique et la Communauté du développement ont encore de gros efforts à fournir pour réaliser ces engagements politiques. Bien que les allocations financières dédiées au secteur de l'eau ont augmenté au cours des six dernières années, celles-ci ne répondent généralement pas aux besoins tandis que la faiblesse des institutions et le manque de capacité limitent l'utilisation efficace des ressources disponibles. Les fonds apportés par les partenaires de développement ne sont pas suffisamment axés sur les régions qui en ont le plus besoin et ne s'alignent pas toujours avec les propres projets des pays partenaires.

Le partenariat stratégique entre l'Afrique et l'UE pour l'eau et l'assainissement, lancé à la même occasion que l'EUWI, est mis en œuvre par le Groupe de travail Afrique (GTA) de l'EUWI. Ce partenariat a pour but d'apporter une contribution commune efficace à la réalisation des OMD dans le domaine de l'eau et de l'assainissement en Afrique subsaharienne.

Le GTA travaille en collaboration avec le Conseil des ministres africains de l'eau (AMCOW) afin de renforcer sa capacité à remplir un rôle régional décisif et de

développer une stratégie pour la mise en œuvre des engagements pris à Sharm El Sheikh.

Principaux résultats

L'année 2008/09 a été axée sur **l'amélioration du dialogue entre le Comité consultatif de l'AMCOW (AMCOW-TAC) et l'UE**. La nomination de M. Bai-Mass Taal au poste de secrétaire exécutif de l'AMCOW a établi un lien direct déterminant et permis une plus grande interaction. Un bureau et des dispositions de transport ont été fournis par le gouvernement du Nigeria. Cependant, la mise en place d'un secrétariat de l'AMCOW en vue de soutenir le secrétaire exécutif, a progressé lentement en raison notamment des difficultés administratives avec le PNUE pour accéder aux fonds de soutien de l'UE.

- Sous l'égide de l'année 2008 proclamée Année internationale de l'assainissement, des débats politiques intensifs ont été menés entre toutes les parties africaines concernées. [La déclaration Afrique-UE pour l'assainissement](#) a été citée dans la Déclaration de l'Union Africaine lors du sommet de l'UA de juillet 2008.
- En parallèle avec la déclaration pour l'assainissement et [l'exercice de cartographie](#) (voir ci-dessous), une équipe spéciale issue du Groupe de travail Afrique (GTA) a coordonné la préparation de la proposition destinée au secrétariat du CAD de l'OCDE visant à **désagrégérer les futures notifications de l'APD pour l'eau et l'assainissement** dans le système d'information sur le crédit. La proposition a été approuvée lors de la réunion de l'OCDE de mai 2009.
- L'étude du GTA sur **la répartition de l'aide européenne aux pays africains dans le secteur de l'eau et de l'assainissement**, développée en coordination avec le CAD de l'OCDE et l'exercice de l'ONU-Eau pour l'évaluation annuelle sur l'assainissement et l'eau potable dans le monde (GLAAS), a été achevée en 2008 et distribuée, tant en Europe qu'en Afrique, aux institutions majeures (les ministères, la Banque africaine de développement, l'AMCOW) et aux réseaux des ONG. Cette étude prévoit déjà les bases du prochain dialogue sur la façon d'améliorer l'efficacité de l'aide dans le secteur de l'eau. Ce rapport ainsi que les changements apportés au Système d'information sur le crédit du CAD de l'OCDE sont susceptibles d'avoir des impacts considérable et mesurables à long terme sur la sélection de l'aide aux pays et aux sous-secteurs qui en ont le plus besoin.
- En mars 2009, le GTA a organisé une réunion spéciale de consultation en vue d'élaborer [les recommandations concernant la nouvelle Facilité pour l'eau au titre du 10^e FED](#), contribuant à une déclaration commune de 5 États membres de l'UE destinée à EuropeAid.

Conclusions et expériences acquises

- **Nécessité de renforcer la vision et les objectifs communs du partenariat**
Malgré les importants progrès réalisés dans le domaine de l'efficacité de l'aide et de l'harmonisation entre les bailleurs européens, il est maintenant important de réaffirmer la vision et l'ambition du partenariat stratégique entre l'Afrique et l'UE sur la question l'eau et de recentrer le cadre de planification de l'EUVIen collaboration avec les partenaires africains.
- **Amélioration des relations avec les autres partenaires et partenariats mondiaux**

L'étude sur la répartition de l'aide et la préparation de la déclaration pour l'assainissement ont toutes deux contribué à l'établissement de relations constructives avec d'autres initiatives et organisations mondiales telles que l'OCDE, l'ONU-Eau, l'OMS, etc. Bien que difficile à mettre en pratique, la coordination et l'alignement avec les études mondiales sont à la fois possibles et efficaces. Cependant, la communauté internationale est capable d'améliorer sensiblement l'alignement et la coordination de l'aide, et de mettre l'assainissement plus en évidence dans la programmation.

- **Redéfinition du GTA en tant que plate-forme opérationnelle pour le dialogue politique**

Les dialogues sur la définition des politiques nationales menés par le GTA montrent la nécessité de recentrer les activités du GTA vers un rôle plus politique afin de renforcer l'efficacité de l'aide au développement et la diffusion des connaissances dans les domaines de stratégie politique. Cela nécessitera un plus grand engagement de la part des États membres de l'UE.

Les activités à une échelle nationale pourraient être encore envisagées dans le cas où elles possèderaient un caractère innovateur et stratégique dans le cadre d'une demande clairement exprimée du pays et avec une définition claire du rôle du GTA.

Afin d'améliorer son efficacité, le GTA a adopté les principes **de travail suivants**:

- Collaboration étroite et participation active au sein du Comité consultatif de l'AMCOW et de l'UA
- Alignement et coopération avec les autres acteurs internationaux et les activités axées sur l'Afrique, telles que l'ONU-Eau(UN-WATER), la Bande Africaine de Développement, le Programme pour l'eau et l'assainissement (WSP), le G8, le Cadre mondial d'action pour l'eau et l'assainissement (GF4A), etc.
- Amélioration des communications entre les membres du GTA et les parties concernées
- Opérations bilingues (FR, EN)

3.2 EUWI dans les pays d'Europe de l'Est, du Caucase et d'Asie centrale

Organisation de la Composante

Pays coordinateur : la Roumanie. Les partenaires stratégiques liés à la mise en œuvre de l'EUWI dans les pays de l'EECCA sont : l'OCDE pour la distribution et l'assainissement de l'eau, et la CEE-NU pour la GIRE.

Contexte

Le secteur de l'eau dans les pays de l'EECCA possède d'importantes infrastructures héritées de l'Union soviétique, qui se sont tellement détériorées au cours des 20 dernières années que :

- les services liés à l'eau sont de faible qualité
- certaines portions des infrastructures ne sont pas opérationnelles
- les systèmes de gouvernance – y compris la Gestion Intégrée de Ressources en Eau (GIRE) – sont dysfonctionnels.

D'où la multiplication des cas de maladies d'origine hydrique et la dégradation importante de la qualité des eaux superficielles et des eaux souterraines.

Les pays de l'EECCA répondent à cette situation grâce à divers instruments politiques :

- Certains pays s'efforcent de s'aligner sur la **Directive-cadre de l'UE pour l'eau**
- Certains pays ont ratifié le **Protocole sur l'eau et la santé** lors de la Convention de 1992 sur la protection et l'utilisation des cours d'eau transfrontières et des lacs internationaux (Convention sur l'eau de la CEE des Nations Unies), et à l'occasion d'autres conventions et protocoles de l'ONU.
- En ce qui concerne la distribution et l'assainissement de l'eau, certains pays ont adopté les **principes directeurs convenus à Almaty** pour la réforme du secteur de distribution et d'assainissement de l'eau (adoptée en 2000 par les ministres des finances et de l'environnement des pays de l'EECCA)
- De nombreux pays poursuivent des politiques actives en vue de réaliser les OMD liés à l'eau.

Principaux résultats

Les processus de dialogues influencent positivement le processus d'élaboration des politiques nationales dans les pays de l'EECCA et aident les gouvernements à réformer le secteur de l'eau.

- En Arménie, le processus de dialogue, soutenu par l'EUWI, axé sur les stratégies nationales pour le financement et la distribution de l'eau en milieu rural, a permis de cibler les objectifs politiques réalisistes concernant les normes minimales de distribution d'eau aux populations rurales, sur base de quoi une loi devra bientôt être adoptée. Un dialogue parallèle sur la GIRE (Gestion Intégrée de Ressources en Eau) a abouti à la décision de mettre en œuvre la Directive-cadre de l'UE pour l'eau.
- En Moldavie, un dialogue portant sur le financement de la distribution et l'assainissement de l'eau a fourni d'importants éléments pris en compte dans la stratégie nationale relative à l'eau. Il est maintenant demandé de traduire cette stratégie en plan d'action et en plan d'investissement, et de l'incorporer dans le cadre des dépenses à moyen terme. Un dialogue parallèle portant sur la gestion intégrée des ressources en eau (GIRE), a permis la promulgation d'un arrêté gouvernemental sur le déversement des eaux urbaines résiduaires, afin d'améliorer la qualité de l'eau.

Expériences acquises

La réussite du dialogue national portant sur le **financement du secteur** exige :

- La prise en charge au niveau national d'un représentant et sa participation à un niveau élevé approprié (généralement, un ministre adjoint ou une plus haute fonction) ; la participation du ministère des finances; la garantie que la voix des pays pauvres soit entendue et ajustée au dialogue, notamment en faisant participer la société civile.
- La nécessité de relier/intégrer le dialogue dans les processus existants, notamment les processus budgétaires réguliers (Cadre des dépenses à moyen terme) ; l'alignement avec les institutions de secteur.
- Une aide au dialogue national suffisamment flexible pour répondre aux nouvelles exigences, étant donné que ces processus prennent du temps (généralement 2 à 3 ans).
- Une base analytique : la méthodologie doit être crédible, reposant sur des données fiables, mais également compréhensible pour les parties concernées (par exemple

un modèle financier) ; les nouvelles données et analyses peuvent contribuer à l'intérêt et la confiance établie entre les parties concernées et les institutions qui les soutiennent.

- Les bailleurs peuvent faciliter et encourager le dialogue, mais ne doivent pas porter atteinte à son « appropriation » par les acteurs nationaux.

En ce qui concerne le dialogue national sur **la gestion intégrée des ressources en eau** (GIRE)

- Un engagement et une coopération nationale solide avec les autres organisations internationales (telles que la Commission européenne, l'OCDE, le PNUD, l'OSCE, l'OMS) ainsi qu'avec les autres pays de la CEE des NU.
- Une approche holistique, plutôt que fragmentaire, des questions, étant donné que les thèmes sélectionnés pour le dialogue ont une incidence sur tous les secteurs liés à l'eau et couvrent au moins un des quatre piliers de la GIRE (fixant le cadre institutionnel, environnemental, les instruments de gestion, ainsi que les questions transversales, telles que le financement et la participation du public).
- Tirer profit de l'expérience de la Commission économique pour l'Europe des Nations (UNECE) et des parties prenantes à la Convention de l'eau - les thèmes choisis pour les dialogues sur les politiques nationales doivent être étroitement liés aux dispositions prévues par la Convention, notamment aux dispositions relatives à la prévention, au contrôle et à la réduction de la pollution, aux travaux des organismes mixtes, aux consultations des parties prenantes, ainsi qu'à l'évaluation et au contrôle conjoints.
- L'évaluation des performances environnementales (EPR), conduite par la (UNECE) dans les pays de l'EECCA suivant une approche de l'OCDE, constitue une base solide pour le choix des thèmes appropriés au dialogue politique et pour le développement d'une compréhension holistique des problèmes écologiques et des solutions durables.
- Un dialogue axé sur les aspects politiques, plutôt que sur les problèmes techniques, et constituant une plateforme sur laquelle les représentants de tous les secteurs compétents et du public peuvent se réunir ;
- La participation de toutes les principales parties prenantes de chaque pays, ainsi que les représentants des organisations, des institutions et des programmes internationaux concernés – étant donné que l'un des principaux objectifs du dialogue est de mettre en œuvre les politiques définies (telles que les nouvelles réglementations gouvernementales), il est important de faire participer les représentants des organes parlementaires responsables des questions environnementales.

3.3 EUWI dans les pays de la Méditerranée

Organisation de la Composante

La Grèce dirige la Composante Méditerranéenne depuis son lancement en 2003. Le Forum des directeurs de l'eau des pays euro-méditerranéens et d'Europe du Sud-est fournit un soutien politique et institutionnel, et sert de plate-forme institutionnelle à la mise en œuvre de la Composante méditerranéenne de l'EUWI.

Contexte

Au cours des deux dernières décennies, d'importants progrès sur les questions de l'eau et de l'assainissement ont été réalisés dans la plupart des pays méditerranéen. Malgré cela, les enjeux liés à l'eau restent de taille et sont aggravés par la croissance démographique et les changements climatiques. En outre, les tensions politiques ont souvent retardé les programmes de développement, dont les programmes relatifs à la gestion des ressources d'eaux transfrontières.

Il est donc clairement nécessaire de renforcer encore les approches intégrées pour la gestion des ressources en eau. L'établissement d'un environnement institutionnel, social, économique et écologique sain, soutenu par des capacités de planification et de mise en œuvre appropriées, fait partie des principaux pré-requis liés à la gouvernance pour une gestion durable des ressources en eau. En outre, les politiques et les pratiques concernant la gestion des besoins en eau devraient être largement appliquées. Il est également reconnu que les capacités d'autofinancement du secteur devraient être renforcées, notamment par la récupération des coûts d'exploitation, et soutenues par des projets durables et financièrement viables.

Principaux résultats

- Les travaux systématiques réalisés **en Égypte** (sur le financement des stratégies pour la distribution et l'assainissement de l'eau) et **au Liban** (sur la planification de la GIRE) se sont poursuivis et la Phase 1 des deux années de dialogues sur la définition des politiques nationales entre les diverses parties concernées s'est achevée en avril 2009 dans les deux pays.
- L'accord pour l'action sur **les territoires palestiniens occupés** concernant la réforme de la gouvernance de l'eau a été conclu et les activités qui en découlent ciblées et sélectionnées.
- Un soutien à la principale Conférence **ministérielle euro-méditerranéenne** sur l'eau (22 décembre 2008, Mer morte, Jordanie) a été fourni par l'élaboration de documents d'information et une consultation connexe. L'élaboration d'une nouvelle stratégie à long terme pour l'eau dans les pays méditerranéens constitue l'une des principales décisions de la Conférence.
- **Le renforcement des capacités** et les activités de consultation ont été mises en œuvre dans le domaine de la gestion des ressources en eaux transfrontières en Europe du Sud-est dans le cadre du processus du Petersberg Phase II/ Processus de déclaration d'Athènes engageant un large éventail de parties intéressées.
- La collaboration en vue de la gestion **du bassin transfrontalier du fleuve Drin** a été lancée impliquant les pays, les parties intéressées et les organisations internationales.
- Les groupes de travail de la directive-cadre de l'UE pour l'eau /processus de l'EUWI ont poursuivi leur travail
- **Les activités ciblées pour l'éducation** ont été mises en œuvre.

Expériences acquises

La Composante méditerranéenne de l'Initiative pour l'Eau de l'UE (MED EUWI) a développé des activités régionales (depuis fin 2006) et nationales (depuis fin 2004). Sur la base des difficultés rencontrées par la MED EUWI au cours de la mise en œuvre, les

expérience acquises sont les suivantes :

- En raison de la nature hautement politique des activités, ces dernières doivent préalablement **répondre à la demande** des autorités nationales et régionales concernées et s'intégrer totalement dans les processus politiques nationaux et régionaux. Les contraintes et les risques, fortement influencés par ces processus politiques, doivent dès alors être régulièrement évalués et adaptés. **L'ancre des activités à un niveau politique élevé** est un bien absolu qui apporte la reconnaissance, le soutien, les synergies, l'assistance, etc.
- L'EUWI n'est pas un organisme donateur, mais un processus, conduit par les autorités des pays où les activités ont lieu et sont soutenues par les bailleurs existants travaillant au niveau national et régional. L'EUWI n'envisage pas d'établir une présence permanente dans les pays en tant que tel (comme l'établissement de bureaux nationaux, etc.) mais elle exprime, en même temps, un engagement collectif à long terme de la part de l'UE. **L'EUWI exerce donc un effet catalyseur** sur les réponses aux défis spécifiques liés à l'eau, l'aide fournie aux décisions cruciales que les pays souhaitent examiner et à terme adopter. L'EUWI fournit une aide ciblée par un agent « neutre » et « externe » en vue de progresser efficacement.
- **La phase de conception des dialogues sur les politiques nationales a été longue**, en particulier lorsque l'objectif repose sur des questions hautement stratégiques (telles que l'examen de la stratégie nationale en cours, le lancement d'un processus pour un plan national de la GIRE, l'élaboration des priorités concernant les réformes de l'eau) ou sur des questions controversées/discursives (telles que le financement de l'eau) pour lesquelles des mesures prudentes doivent être prises.
- **La consultation des parties concernées est un instrument déterminant** pour fixer le calendrier des activités techniques et des interventions politiques, renforcer la gouvernance et la transparence et tenter d'aboutir à une compréhension et un consensus communs sur les thèmes abordés. Dans certains cas, la culture d'une partie concernée n'est pas défendue dans les pays cibles. Par conséquent, la contribution de l'EUWI en vue de renforcer cette culture par le soutien et la mise en œuvre des approches de partenariat fait partie de sa valeur ajoutée.
- **La capacité** de partenaires à poursuivre des activités de façon efficace, en particulier lorsqu'elles nécessitent des informations techniques et politiques pluridisciplinaires, n'est pas toujours appropriée et doit être **régulièrement renforcée** ou soutenue de façon décisive par l'EUWI au cours de l'intervention.
- **L'EUWI a la capacité de catalyser une meilleure harmonisation entre les donneurs** et un meilleur alignement au niveau national. La pratique a démontré que cela était possible dans un nombre limité de pays de la région méditerranéenne tandis que, dans certains cas, les modalités pour une coopération effective n'atteignent pas le niveau requis. Une attention particulière doit être accordée pour que les bailleurs intéressés s'engagent dès le début dans un processus, afin de renforcer son appropriation, et garantir leur soutien lors de la mise en œuvre des résultats de l'intervention de l'EUWI.
- **Les attentes doivent être现实的** et, dans la plupart des cas, l'impact peut être démontré à long et moyen terme, en particulier lorsque les objectifs fixés répondent à des objectifs connexes de grande envergure.

Malgré toutes difficultés rencontrées, les commentaires parvenus à la MED EUWI de la part des pays partenaires n'ont jamais été aussi nombreux et positifs, ce qui donne une indication de l'appréciation et de l'impact des activités en cours. Ceci est démontré par la demande concrète et renforcée des pays partenaires de poursuivre et prendre de nouveaux engagements dans les activités de la MED EUWI, tout comme la contribution de la MED EUWI dans les processus politiques des principales régions et sous-régions.

3.4 EUWI en Amérique latine

Organisation de la Composante

L'Espagne dirige la Composante Amérique latine au cours de l'année 2008/2009.

Contexte

La Composante Amérique latine travaille en collaboration avec la Conférence ibéro-américaine des Directeurs de l'eau (ou CODIA, selon l'acronyme espagnol) <http://www.codiastp.org> – qui a soutenu et a encouragé le « Programme ibéro-américain de l'eau », adopté à l'issue du XVIII^e Sommet ibéro-américain des chefs d'État et de gouvernement (le Salvador, octobre 2008).

Le « Programme ibéro-américain pour l'eau » inclut le « Programme de formation ibéro-américain pour l'eau » qui s'articule autour de dix domaines différents :

SUBJECT AREAS	COORDINATORS	
Basic		
PLANNING, BASIN HANDLING AND MANAGEMENT (IWRM)	Brazil	Colombia, Guatemala, Peru, UNEP
WATER AND ENVIRONMENT, HYDROLOGY, MODELATION	Argentina	Brazil, Costa Rica, Spain
WATER SUPPLY AND SANITATION	Uruguay	Colombia, Spain, Mexico
Cross-cutting		
GOVERNANCE	Guatemala	Brazil, Colombia, Honduras, Spain
GEOGRAPHIC INFORMATION SYSTEMS AND REMOTE SENSING TECHNOLOGIES	Peru	Argentina, Spain, Mexico
Specific		
HYDROGEOLOGY	Cuba	Panama, UNEP
CLIMATE AND EXTREME EVENTS	Brazil	Cuba, UNEP
WATER QUALITY	Argentina	Uruguay, UNEP
WATERWORKS, IRRIGATION AND ENERGY	Portugal	Argentina, Chile
GLACIOLOGY	Chile	Peru, Bolivia, UNEP

En outre, le Centre de recherche, d'essais et de formation pour les technologies non conventionnelles en Uruguay, qui favorise le transfert correspondant et le développement technologique par le biais d'un dialogue entre les parties et les pays concernés, est également inclus à ce programme.

Principaux résultats

La X^e CODIA qui s'est tenue à Madrid en juin et juillet 2009, dans le cadre d'un séminaire sur le « Genre et l'Eau », organisé conjointement par le secrétariat général ibéro-américain (SEGIB) et la CODIA. Lors de la X^e CODIA, le Comité technique et le Comité

exécutif ont été formés et les règles ont été approuvées.

17 activités de formation sont prévues pour 2009, cinq d'entre elles ont déjà eu lieu dans les divers Centres de formation de l'Agence espagnole pour la coopération internationale de développement (AECID) en Amérique latine.

L'établissement du Centre de recherche, d'essais et de formation pour les technologies non conventionnelles commencera prochainement et s'achèvera en 2011. En outre, il permettra aux personnes participant aux activités de formation d'apprendre les technologies de traitement de l'eau les plus appropriées aux petites communautés rurales. Par ailleurs, les instituts de recherche, les écoles et les sociétés privées auront l'occasion de tester l'applicabilité des prototypes de purification d'eau, encourageant le transfert des technologies dans la région.

4 Composantes thématiques de l'EUWI

4.1 Finance

Organisation de la Composante

Depuis le mois de juillet 2006, le Groupe de travail Finance est accueilli à Stockholm par l'Organisation du partenariat mondial de l'eau (GWPO).

Contexte

L'attention insuffisante accordée aux questions financières a constitué un obstacle important au développement des services de distribution et d'assainissement de l'eau dans de nombreux pays. Par conséquent, les systèmes de distribution et d'assainissement de l'eau sont peu souvent viables financièrement. Le GT Finance travaille en collaboration avec l'OCDE en vue d'identifier les meilleures pratiques en ce qui concerne la planification stratégique de financement dans le monde entier. Le groupe de travail a contribué au développement d'un instrument (nommé FEASIBLE) capable de soutenir de telles approches.

Principaux résultats

En 2008, le GT Finance s'est concentré sur le lancement d'un plan stratégique de financement pour une étude sur l'eau et l'assainissement au Lesotho et une autre dans un pays africain francophone.

Le marché concernant l'étude au Lesotho a été passé au mois juillet ; le travail de terrain a débuté au mois d'octobre et a bien progressé jusqu'à présent. Il a été difficile de trouver un pays d'accueil francophone pour réaliser l'étude. Les projets de travail au Burkina Faso et en Mauritanie ont dû être abandonnés. Une étude a été lancée au Niger en mai 2009.

4.2 Recherche

Organisation de la Composante

SPLASH est le nom donné au Réseau d'espace de recherche de l'EUWI (EUWI ERA-

net). Il s'agit d'un consortium de 16 ministères, organismes de financement et autorités pour le développement de la recherche technologique et nationale issus de 11 pays européens. La composante est actuellement dirigée par le DFID. La CE soutient également d'autres activités de recherche liées à l'EUWI.

Contexte

Les recherches menées efficacement dans le domaine de l'eau peuvent jouer un rôle important pour encourager les pays en développement à relever le défi de fournir aux populations pauvres l'accès à une eau salubre et à une meilleure hygiène. Les recherches précédentes effectuées dans le secteur de l'eau ont pour la plupart été programmées et dirigées isolément par différents bailleurs, si bien que des chevauchements et des duplications se sont produits. De plus, certaines lacunes et questions spécifiques ont pu ne pas avoir été abordées.

Principaux résultats

SPLASH s'efforce de concrétiser le concept d'« Espace de recherche européen » en rassemblant de façon cohérente et coordonnée les programmes de recherche appropriés aux partenaires issus de toute l'Europe. Le réseau d'espace de recherche européen de l'EUWI (ERANET)/a généré un certain nombre de résultats qui ont amélioré la compréhension des bonnes pratiques et gestions de recherche. En octobre 2008, ces connaissances ont été synthétisées sous la forme d'une série d'expériences acquises, puis un plan d'action et un mécanisme de travail commun ont été élaborés en vue de les faire progresser. Une première série d'activités a été approuvée par les bailleurs au mois de janvier 2009:

- Aide au développement pour le réseau africain des eaux souterraines ;
- Conduite d'un atelier sur les programmes de recherche financés par les partenaires du SPLASH, actifs en Éthiopie au mois de mai 2009, afin d'éviter les duplications et améliorer les synergies ;
- Développement des équipements pour la formation dans la gestion des recherches de source ouverte afin de diffuser les résultats obtenus jusqu'ici et de combler les lacunes identifiées ;
- Développement d'un outil en vue de soutenir l'évaluation de l'impact des programmes de recherche ;
- Développement et lancement d'un nouvel appel conjointement financé pour les propositions de recherche dans le domaine de l'hygiène.

En outre, nous examinerons les différents options permettant au SPLASH de renforcer le soutien fourni au :

1. Bureau du NEPAD en charge des sciences et technologies dans le développement d'un réseau de l'UA / Centres africains d'excellence du NEPAD dans le domaine des sciences de l'eau en Afrique.
2. Une proposition visant à soutenir le développement de l'énergie hydraulique à petite échelle dans le bassin du Mékong ;
3. Une meilleure coordination des recherches entre les programmes en cours, actifs dans le bassin fluvial du Niger.

Pour de plus informations, veuillez visiter la page suivante <http://www.splash-era.net/>

Plusieurs autres projets de recherche relatifs à l'EUWI ont également été mis en œuvre. Certains projets financés au titre du 6^{ème} Programme-cadre de la CE pour le budget de la recherche ont été finalisés en 2008, dont **les nouvelles approches pour une gestion de l'eau adaptée à un contexte incertain (NEWATER)** visant à faciliter les changements apportés aux stratégies adaptées pour la gestion intégrée des ressources en eau dans sept bassins principaux (l'Amou-Daria, l'Elbe, le Guadiana, le Nil, l'Orange, le Rhin et la Tisza). Un autre projet arrivant à sa fin est le projet **WADI (Water Demand Integration)** : Gestion durable des masses d'eaux douces et transitoires des côtes méditerranéennes : une analyse socio-économique et environnementale des tendances et changements en vue d'augmenter et soutenir les « bénéfices » des parties concernées.

En 2008, plusieurs nouveaux projets relatifs à l'EUWI ont été ciblés pour un financement au titre du 7^{ème} PC de la CE pour le budget de la recherche. Le projet **Twin2Go** (Coordination des partenariats de jumelage pour une meilleure gouvernance adaptée aux bassins fluviaux) et le projet **HighNoon** (Adaptation aux changements dans la disponibilité de l'eau en Inde du Nord avec le retrait des glaciers Himalayens et les changements potentiels au cours de la mousson) en sont des exemples.

5 Coordination et communication de l'EUWI

Le groupe de coordination de l'EUWI se réunit deux fois par an pour commenter les plans et les résultats, et encourager l'échange d'expériences entre les composantes régionales et thématiques. Ses recommandations concernant les futurs travaux de l'EUWI sont récapitulées au bas des conclusions ci-dessous.

Le Forum annuel plurilatéral s'est déroulé à Stockholm au cours de la semaine mondiale de l'eau en août 2008. Le Forum a pour objectif de discuter de l'Initiative de l'UE pour l'eau, de commenter sa performance et d'examiner ses choix stratégiques.

Le secrétariat de l'EUWI prépare actuellement une stratégie de communication et un consultant a été engagé à cet effet. En mai 2008, la responsabilité du site Internet de l'EUWI a été transférée de l'Agence autrichienne pour le développement (ADA) au Centre commun de recherche de la CE (CCR). Le CCR, en collaboration avec un expert en communication, renforcera l'efficacité de la diffusion des informations de l'EUWI et augmentera l'interactivité des instruments. Le CCR développe également la plate-forme AQUAKNOW en tant qu'instrument complémentaire servant aux praticiens de l'eau dans la préparation des projets liés à l'eau.

Dans le cadre de ce projet, l'EUWI contribue à la mise à jour des directives pour l'eau (la dernière édition datant de 1998), afin de devenir - à moyen et long terme - un instrument de renforcement des capacités pour les praticiens du secteur de l'eau à travers les Centres Africains d'Excellence.

6 Conclusions et perspectives d'avenir

Le caractère politique et stratégique de l'EUWI et ses objectifs continuent d'exiger un soutien politique solide et régulier des structures appropriées de haut niveau au sein des pays partenaires, de l'UE et des États membres. De son point de vue, l'UE appelle à un engagement plus grand de la part des États membres de l'UE et de la Commission

europeenne, et une plus grande allocation des ressources financières et humaines appropriées à l'administration, la gestion et le suivi de l'EUWI. Il est nécessaire d'établir des liens opérationnels plus étroits entre l'EUWI et les programmes bilatéraux et régionaux en cours, soutenus par la Commission et les États membres.

Le groupe de coordination recommande les activités et résultats suivants destinés aux futurs travaux au sein de l'EUWI :

- Analyse des plans nationaux, tels que les PSRP (Programme stratégique de réduction de la pauvreté), les plans de la GIRE et les plans d'adaptation au changement climatique, afin de trouver et diffuser les bonnes pratiques pour la prise en compte des questions « eau et assainissement » dans les systèmes nationaux de planification.
- Renforcement de la coordination entre les bailleurs et de l'harmonisation des politiques liées au développement des capacités.
- Développement des approches programmatiques et collecte des différentes expériences issues d'approches sectorielles (SWAp's).
- Échange d'expériences et soutien à la gestion des eaux transfrontières.
- Intégration des résultats de la recherche dans le dialogue politique pour le développement.
- Encouragement des États membres de l'UE à augmenter le financement du secteur.
- Renforcement de la communication des résultats de l'EUWI et révision du processus d'évaluation au regard des stratégies spécifiques de chaque région.

Pour plus d'informations sur l'Initiative de l'UE pour l'eau, veuillez visiter le site :
www.euwi.net